

GRÈCE

L'activité économique se contracte, en grande partie sous l'effet de l'intense effort de consolidation budgétaire qui est en cours. L'économie pourrait renouer avec une croissance positive d'ici à 2012, à mesure que l'incidence des réformes structurelles prend forme et que la demande extérieure se raffermie. L'inflation globale s'est accélérée, suite notamment à des hausses d'impôts, mais elle devrait s'orienter à la baisse du fait de la faiblesse de la conjoncture et de la montée du chômage.

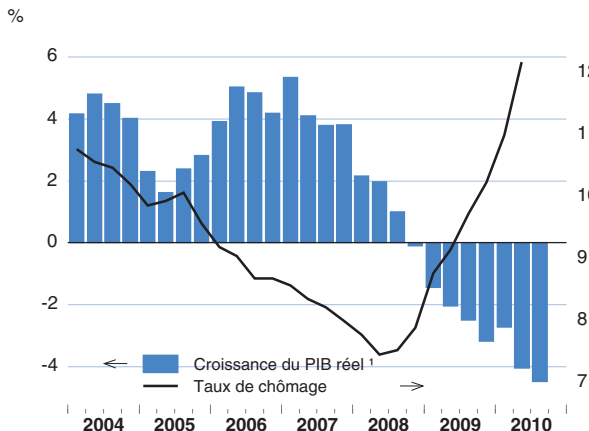
La mise en œuvre rigoureuse du Programme de politique économique établi en mai en accord avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international stabilisera le niveau de la dette publique et stimulera la compétitivité. La réussite de ce plan dépendra d'une stricte limitation des dépenses et d'une amélioration du respect des obligations fiscales, conjuguées à des réformes décisives pour réduire les profondes rigidités affectant les marchés du travail et des produits. Une ferme détermination à poursuivre l'assainissement budgétaire et les réformes structurelles à moyen terme est essentielle pour assurer la viabilité des finances publiques et rétablir la confiance et la croissance.

L'économie connaît toujours une récession

Le PIB réel a reculé de 3¾ pour cent (en glissement annuel) sur les neuf premiers mois de 2010, en raison d'une réduction draconienne de la consommation et de l'investissement publics. L'investissement privé s'est aussi effondré, accusant une baisse d'environ 20 % dans le secteur du logement. La croissance de la consommation privée est restée positive au premier trimestre de l'année car les ménages ont puisé dans leur épargne, mais elle s'est contractée au deuxième trimestre par suite de la dégradation du marché du travail, de l'austérité budgétaire et d'un nouveau ralentissement du crédit. Le taux de chômage est monté à plus de 12 % au milieu de l'année. Les indicateurs de l'activité, comme la production industrielle et les ventes de voitures neuves, laissent entrevoir

Grèce

L'économie a plongé davantage dans la récession



La situation budgétaire s'est améliorée²
Dix premiers mois de l'année



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Budget du gouvernement central en pourcentage du PIB, calculs de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°88 et Office général des comptes grecs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353222>

Grèce : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	162.7	2.3	-1.8	-3.9	-4.3	-0.3
Consommation publique	38.5	0.6	9.6	-8.9	-6.9	-5.8
Formation brute de capital fixe	48.4	-7.4	-13.9	-18.2	-10.6	-2.2
Demande intérieure finale	249.6	0.1	-2.5	-7.2	-5.7	-1.4
Variation des stocks ^{1,2}	2.0	1.1	-0.1	1.3	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	251.6	1.0	-2.5	-5.9	-5.8	-1.4
Exportations de biens et services	51.4	4.0	-18.1	-3.5	3.9	8.2
Importations de biens et services	76.6	0.2	-14.1	-11.7	-10.0	-0.5
Exportations nettes ¹	- 25.1	0.9	0.7	3.0	3.7	1.9
PIB aux prix du marché	226.4	1.3	-2.3	-3.9	-2.7	0.5
Déflateur du PIB	—	3.5	1.3	3.3	2.4	1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	4.2	1.3	4.7	2.5	0.7
Déflateur de la consommation privée	—	4.1	1.3	4.0	2.5	0.7
Taux de chômage	—	7.7	9.5	12.2	14.5	15.2
Solde des administrations publiques ³	—	-7.8	-13.7	-8.3	-7.6	-6.5
Balance des opérations courantes ⁴	—	-14.7	-11.4	-10.5	-7.5	-5.9

Note : Les projections budgétaires, qui ont été finalisées le 12 novembre, ne tiennent pas compte des révisions ultérieures à la hausse du déficit et de la dette pour 2009.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.

3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354970>

un manque de vigueur au cours des prochains mois, encore que le redressement récent des nouvelles commandes et du tourisme soient des signaux positifs. L'inflation globale était de 5.2 % en octobre 2010, sous l'effet de majorations des impôts indirects dans le cadre du programme d'austérité. L'inflation tendancielle a aussi augmenté depuis le début de l'année pour s'établir à 3 ¼ pour cent en septembre, portant l'écart par rapport à moyenne de la zone euro à 2 ¼ points.

**La poursuite de
l'assainissement
budgétaire est
indispensable pour rétablir
la confiance**

La mise en œuvre du vaste programme d'ajustement budgétaire visant à ramener le déficit à moins de 3 % du PIB en 2014 est globalement sur la bonne voie. Toutefois, les prévisions, qui ont été finalisées le 12 novembre, ne tiennent pas compte des révisions ultérieures à la hausse des chiffres du déficit et de la dette pour 2009. Sur la base des résultats obtenus au cours des dix premiers mois de l'année, la réduction attendue du déficit de 2010 pourrait être légèrement inférieure à l'ajustement visé. La réduction des dépenses primaires a été supérieure à l'objectif, mais les recettes sont restées peu dynamiques, malgré des majorations des impôts indirects et la lutte contre la fraude fiscale. Pour 2011, le projet préliminaire de budget visait à ramener le déficit à 7 % du PIB, un peu au-dessous de l'objectif de 7.6 % fixé dans le Programme de politique économique, à l'aide de mesures touchant aussi bien les dépenses que les recettes. Conformément au Programme de politique

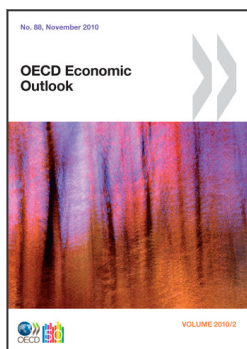
économique, le déficit est censé diminuer encore pour s'établir autour de 6½ pour cent du PIB dans les projections en 2012. Mais avec la prévision de croissance plus basse de l'OCDE, il faudrait pour atteindre cet objectif prendre des mesures en plus de celles déjà prévues dans le Programme. En outre, les révisions apportées au déficit de 2009 menacent la réalisation de l'objectif budgétaire du gouvernement, sauf si des actions supplémentaires sont engagées. Ramener le déficit au-dessous de 3 %, comme envisagé dans le Programme, est indispensable pour corriger les déséquilibres budgétaires intenable, même si des nouvelles mesures d'austérité seront requises. Par ailleurs, les efforts de consolidation devront être poursuivis au-delà de l'horizon du Programme pour réduire la très forte charge d'endettement. Si l'on veut assurer la viabilité des finances publiques et rétablir la confiance sur les marchés, il est indispensable de mettre fin à la fraude fiscale généralisée et de réformer les entreprises publiques non rentables.

L'économie devrait sortir progressivement de la récession

L'activité semble devoir se contracter encore de 2¾ pour cent en 2011, sous le poids des restrictions budgétaires, des conditions resserrées dans le domaine du crédit et d'un manque de confiance. Cependant, le déclin devrait se ralentir à partir du troisième trimestre de 2010, du fait de la mise en route des réformes structurelles visant à dynamiser l'investissement et la compétitivité et d'une plus forte demande internationale, qui favorisera le transport maritime et le tourisme. Il est prévu que la croissance devienne positive en 2012, grâce à l'avancée des réformes et à l'absorption des fonds structurels de l'Union européenne. Le chômage paraît devoir dépasser 15 % en 2012, alors que l'important sous-emploi des ressources dans l'économie devrait faire baisser l'inflation. La progression des salaires dans le secteur privé restera sans doute légèrement positive, la nouvelle convention collective signée en juillet 2010 prévoyant des augmentations égales à l'inflation dans la zone euro pour 2011 (milieu d'année) et 2012. Il sera donc essentiel de renforcer la productivité pour rétablir la compétitivité, ce qui exigera de profondes nouvelles réformes structurelles. Le déficit de la balance des opérations courantes pourrait revenir à environ 6 % du PIB en 2012, par suite de la contraction et du rééquilibrage de l'économie et de l'amélioration de la compétitivité.

Des risques négatifs entourent la reprise

La réussite du Programme de politique économique réduirait les risques qui pèsent sur la reprise attendue, mais sa mise en œuvre pourrait être freinée par l'opposition sociale. Le contexte extérieur est à l'origine d'incertitudes supplémentaires, liées surtout à la croissance chez les principaux partenaires commerciaux.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-19-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.